

Série de balados du FCPI – Innovation
N° 18 – L’innovation financière dans une perspective mondiale partie II

Transcription¹

Introduction :

Vous écoutez la chaîne de baladodiffusion du Fonds canadien de protection des investisseurs (FCPI). Cette chaîne nous permet de nous mettre en relation avec des experts et des chefs de file du secteur financier.

Ilana :

Bonjour et bienvenue à la série de balados du FCPI sur l’innovation. Je suis Ilana Singer, vice-présidente et secrétaire générale du Fonds canadien de protection des investisseurs, ou FCPI. Je suis très heureuse d’avoir Mahesh Uttamchandani comme invité aujourd’hui. Mahesh est directeur des pratiques pour le développement numérique en Asie de l’Est et dans le Pacifique au sein du Groupe de la Banque mondiale, où il supervise les prêts et le soutien consultatif de la Banque mondiale aux gouvernements dans tous les domaines de la transformation numérique.

Mahesh, bienvenue. Nous sommes ravis de vous avoir avec nous aujourd’hui.

Mahesh :

Merci beaucoup, Ilana. C’est un plaisir d’être de retour et un plaisir d’être invité à la suite de notre premier podcast.

Ilana :

Mahesh, c’est réciproque. Le podcast d’aujourd’hui porte sur l’innovation financière dans une perspective mondiale. Et comme vous l’avez mentionné, Mahesh, en 2021, et je n’arrive pas à croire que cela fait déjà deux ans, nous avons eu le plaisir de vous accueillir dans l’un de nos premiers podcasts. Nous avons discuté de certains des travaux de votre équipe à la Banque mondiale. Et je voudrais dire à nos auditeurs que si vous n’avez pas écouté ce podcast, je vous recommande de le faire. C’est l’un de nos plus populaires et plus appréciés.

Au cours de la discussion d’aujourd’hui, nous ferons le point sur la situation depuis le dernier enregistrement et nous discuterons des types d’innovations que Mahesh observe actuellement, ainsi que de la manière dont elles sont utilisées. Nous aborderons également la recherche sur la restructuration de la dette des entreprises et des ménages à la suite de la pandémie de COVID-19, ainsi que les réflexions de Mahesh sur les implications potentielles, à court et à long terme, des récentes faillites bancaires.

¹ Cette transcription a été éditée pour en rehausser la clarté et en faciliter la lecture. Ce balado est uniquement destiné à des fins d’information et ne constitue pas un conseil de quelque nature que ce soit.

Alors, commençons par la première question. Mahesh, lors de notre dernier podcast, nous avons discuté de l'innovation financière et de l'incidence importante qu'elle avait sur l'inclusion financière à l'époque, en particulier pour les personnes qui n'ont jamais été desservies ou qui étaient mal desservies par le secteur des services financiers. Quels types d'innovation observez-vous aujourd'hui au niveau mondial, et avez-vous des données à partager avec nos auditeurs?

Mahesh :

Bien sûr. Depuis notre dernière discussion, la Banque mondiale a publié une nouvelle version de notre enquête Global Findex. Il s'agit d'une enquête que nous menons tous les quatre ans, mais elle a été retardée à cause de la COVID. La dernière version était censée être publiée en 2021, mais nous avons fini par retarder tous nos travaux sur le terrain et toutes nos enquêtes à cause de la pandémie, et nous n'avons pas pu publier les données avant 2022. Mais ce que nous avons appris de ces dernières données, dont la plupart ont été recueillies au cours des dernières phases de la pandémie, est vraiment intéressant.

La première chose que nous remarquons est l'accès de base aux services financiers par le biais de tout outil permettant de payer ou d'épargner, qu'il s'agisse d'un compte bancaire, d'un compte d'argent mobile ou d'un autre outil similaire. Et rappelons qu'environ 95 % des Canadiens ont accès à ces outils, principalement par le biais de l'une des grandes banques de l'annexe I, comme on les appelle au Canada.

Mais dans le monde entier, il y a une dizaine d'années, ce chiffre n'était que de 50 %. Il est passé à 76 % avant 2022, ce qui représente un progrès considérable, et à 71 % dans les pays en développement.

Pendant des années, un écart persistant existait entre les hommes et les femmes, ces dernières ayant beaucoup moins de chances que les hommes d'avoir accès à l'éducation, avec une différence en pourcentage à deux chiffres. Aujourd'hui, cet écart a été ramené à 6 %, ce qui, franchement, est encore trop élevé, mais reflète des progrès encourageants. Je suis donc très enthousiaste à propos de ces nouvelles données et de ce qu'elles nous révèlent.

Je trouve également très intéressant de constater qu'entre 2011 et 2017, lorsque nous avons mené ces enquêtes, la Chine et, dans une moindre mesure, l'Inde, ont été les principales responsables de cette augmentation. Mais, chaque année depuis 2017, nous avons constaté un accès plus répandu dans les pays en développement de toutes les régions du monde. Cela montre donc que les choses évoluent de manière très positive.

Ilana :

Merci, Mahesh. Il s'agit effectivement d'une tendance très positive. Et compte tenu de l'augmentation significative de l'inclusion financière que vous avez observée, pouvez-vous nous faire part de certaines de vos constatations sur la manière dont les populations pauvres utilisent les services financiers, que ce soit au niveau de la conception ou de la livraison des produits ou à d'autres égards?

Mahesh :

Oui, je pense que c'est une excellente question. Je veux dire qu'intuitivement, je pense que nous comprenons tous que la COVID a changé la donne pour ce qui est d'amener les gens à utiliser les services en ligne. Mais nous disposons aujourd'hui des données permettant de le prouver et de démontrer qu'elle a bel et bien changé la donne.

Le fait de recevoir un paiement sur un compte, qu'il s'agisse d'un salaire ou d'une aide sociale, par exemple, a joué un rôle catalyseur, incitant les gens à utiliser d'autres services financiers tels que le crédit, le paiement de factures ou les virements entre particuliers. Autrement dit, si je suis un représentant du gouvernement ou un décideur politique, en particulier dans un pays en développement, et que j'envoie un paiement d'aide sociale, comme les paiements du Programme de protection des salariés (PPS) qui ont été effectués au Canada pendant la pandémie, et si j'ai le choix entre envoyer un chèque, un chèque papier, ou ouvrir un compte où je peux transférer l'argent numériquement, le choix est évident. Nous savons aujourd'hui que si j'ouvre un compte, que j'y dépose de l'argent et que j'en donne l'accès au bénéficiaire, il est beaucoup plus probable qu'il utilise cet argent pour élargir son accès aux services financiers, se constituer un dossier de crédit et, par conséquent, faire des choix financiers qui lui permettront d'assurer sa sécurité à long terme ainsi que celle de sa famille.

Ainsi, pendant la pandémie, nous avons constaté que 83 % des adultes ayant reçu un paiement numérique sur un compte ont utilisé cet argent pour effectuer un autre paiement numérique. Et 40 % de ces bénéficiaires ont en fait emprunté de l'argent de manière formelle, ce qui leur a permis d'acquérir des antécédents de crédit et d'approfondir leur intégration dans le secteur financier.

Une autre chose que nous avons apprise en revenant à votre question sur la conception et la livraison de produits est que l'argent mobile est devenu un outil important pour l'inclusion financière, en particulier pour les femmes. Il a été un facteur déterminant pour amener les femmes, en particulier les femmes très pauvres et dans les zones rurales qui ont été traditionnellement ignorées par les banques, à entrer dans le système financier. Ainsi, une personne en Afrique a aujourd'hui trois fois plus de chances d'avoir un compte d'argent mobile qu'une personne ailleurs dans le monde. Je pense que ce que cela nous révèle, et ce que cela devrait révéler à l'ensemble du secteur des services financiers, c'est que l'argent mobile est un produit qui s'adresse vraiment aux plus pauvres et aux femmes pauvres en particulier.

Maintenant, pour que l'auditoire comprenne bien, quand je parle d'argent mobile, je veux dire un compte qui se trouve sur votre téléphone et que vous pouvez recharger en espèces de la même manière que vous rechargez votre téléphone. Parce que dans la plupart des pays en dehors de l'Amérique du Nord, les gens ont en effet un forfait de téléphone prépayé. Ils n'ont pas de contrats à long terme avec Rogers ou avec d'autres fournisseurs de téléphonie comme c'est le cas au Canada. Mais ils peuvent utiliser l'argent qu'ils mettent sur leur téléphone pour effectuer de petites ou d'importantes opérations. Et il n'y a pratiquement pas de frais cachés ni de coûts autres que des frais d'opération minimes lorsque vous effectuez ou recevez un paiement. Le prestataire de services financiers s'appuie donc sur un volume très élevé d'opérations et sur l'omniprésence de ces comptes pour générer des profits. Il s'agit d'un moyen extrêmement efficace de répondre aux besoins financiers des femmes, qu'il s'agisse de faire des achats au marché ou de payer les frais

de scolarité, en utilisant ces comptes pour effectuer des opérations de manière très simple, très peu coûteuse et très efficace.

Permettez-moi d'ajouter que l'un des principaux outils de l'inclusion financière est l'identification numérique. Ainsi, lorsque nous pensons au rôle du gouvernement pour mettre en place les types de services dont les pauvres ont besoin, l'identification numérique en est un élément important. Et il y a environ un milliard de personnes dans le monde qui n'ont aucune forme d'identification officielle. Et encore une fois, ces personnes sont majoritairement des femmes ou des personnes très pauvres. Au Canada, la plupart des gens ont la chance d'avoir une pièce d'identité s'ils en ont besoin, qu'il s'agisse d'un permis de conduire, d'un numéro d'assurance sociale ou d'un passeport. Mais imaginez que vous n'en ayez pas, à quel point serait-il difficile d'ouvrir un compte bancaire ou même d'accéder à des services de base tels que la santé et l'éducation?

Mais aujourd'hui, les pays qui cherchent à introduire un système d'identification le font de manière numérique et, d'une manière, dépassent ce que nous avons ici au Canada. Un bon exemple est ce que l'Inde a fait ces dernières années en mettant en place un programme national d'identification numérique qui, en l'espace de quelques années seulement, a permis d'intégrer 1,2 milliard de personnes dans un système d'identification biométrique. Ainsi, si vous êtes Indien et que vous souhaitez ouvrir un compte bancaire dans le confort de votre maison, sans même aller à la banque, vous avez besoin d'un lecteur d'empreintes digitales de base, peu coûteux, que vous pouvez attacher à votre ordinateur ou même à votre téléphone, et votre banque peut authentifier votre identité à distance et de manière numérique. Il s'agit d'une transformation radicale pour les personnes peu alphabétisées, les réfugiés et les autres personnes déplacées de force, et les groupes vulnérables.

Ilana :

Merci, Mahesh. C'est formidable que vous nous donniez ces nouvelles sur l'innovation et l'inclusion financières, surtout deux ans après notre premier podcast. Notamment, l'importance et la présence de l'argent mobile et de l'identification numérique que vous avez décrites m'ont ouvert les yeux, et j'espère qu'il en sera de même pour nos auditeurs.

Dans un autre ordre d'idées, nous avons appris que votre équipe et vous avez mené des recherches sur la restructuration de la dette des entreprises et des ménages à la suite de la pandémie de COVID-19. Les résultats ont été inclus dans un rapport sur le développement dans le monde publié en 2022. Pouvez-vous nous en dire plus sur cet important projet?

Mahesh :

Bien sûr. Et je dois dire que je suis très fier de ce travail. La pandémie a déclenché la plus grande crise économique mondiale que nous ayons connue depuis plus d'un siècle, avec des conséquences particulièrement graves pour les économies émergentes. Et nous avons vu que les gouvernements du monde entier ont réagi en lançant de grands programmes économiques qui se sont avérés efficaces à court terme. Cependant, elles ont aggravé un certain nombre de fragilités préexistantes qui, selon le rapport, devraient être gérées efficacement pour promouvoir une relance équitable.

L'une des choses que nous avons constatées est la sortie massive de soutien économique aux particuliers et aux entreprises, un peu partout, y compris aux États-Unis et au Canada, ainsi que les moratoires sur le service de la dette, l'assouplissement des règles d'information sur les prêts non productifs et, généralement, une attitude plus souple à l'égard du délai de grâce de remboursement des prêts. Il existe un risque réel, alors que nous sortons de la pandémie, de voir apparaître ces vulnérabilités cachées dans le système financier, où des entreprises qui n'étaient peut-être pas fondamentalement viables ont reçu des bouées de sauvetage les unes après les autres, mais, en fin de compte, cela n'a servi qu'à reporter leur futur inévitable.

Nous avons donc conseillé aux pays de renforcer leurs systèmes de faillite, à la fois par une réforme législative pour les faillites officielles, mais aussi pour les règlements à l'amiable, les faillites d'institutions financières et l'adaptation des règles aux petites entreprises, afin de ne pas avoir un système de faillite unique qui ne répond pas aux besoins du secteur financier ou des petites entreprises. Ce qui nous inquiétait, je pense, c'est que tous ces risques latents sur le marché pouvaient se matérialiser et déclencher une cascade de défaillances qui entraîneraient également un resserrement des conditions de crédit qui aurait pour effet de freiner la croissance.

Pour être honnête, je pense que ce que nous n'avions pas prévu lorsque nous avons publié ce rapport l'année dernière, et ce que très peu de gens avaient anticipé, c'était les multiples chocs négatifs – non seulement la pandémie, mais aussi l'invasion de l'Ukraine, l'inflation élevée et le resserrement de la politique monétaire qui en a résulté pour maîtriser cette inflation.

Il y a deux jours, nous avons publié notre rapport sur les Perspectives économiques mondiales, dans lequel nous prévoyons un ralentissement considérable de la croissance mondiale au cours du second semestre de cette année, avec des conditions de crédit qui resteront très restrictives. Les coûts d'emprunt augmentent partout et, d'un point de vue fiscal, de nombreux gouvernements sont au bord du gouffre en raison de toutes les dépenses engagées pendant la pandémie. L'année dernière, l'économie mondiale a progressé de 3,1 % et nous prévoyons un ralentissement à 2,1 % cette année.

Ainsi, si vous envisagez la question sous l'angle de la restructuration, vous devrez encore renforcer vos systèmes d'insolvabilité et de résolution de dettes, car les entreprises accèdent maintenant plus difficilement au crédit. Et ceux qui le peuvent paient beaucoup plus cher pour ce crédit. Et nous nous sommes tellement habitués à ce que nous appelons « plus bas, plus longtemps », où le crédit était très abordable pendant si longtemps, que je pense que cette augmentation du coût du crédit a été un véritable choc. Je pense donc que les problèmes que nous avons anticipés l'année dernière se sont matérialisés, bien que par une méthode de transmission différente de celle que nous aurions pu imaginer. Mais encore une fois, du point de vue de l'insolvabilité et de la restructuration, la recommandation demeure la même.

Ilana :

Merci, Mahesh. Comme beaucoup de nos auditeurs le savent, le FCPI se concentre sur la restitution des biens de clients après qu'un courtier en valeurs mobilières ou un courtier en épargne collective soit devenu insolvable. Tous les points que vous avez soulevés concernant la restructuration et l'insolvabilité dans le secteur des services financiers sont donc tout à fait pertinents pour nous. Depuis la publication de votre rapport en 2022, nous avons vu plusieurs

faillites de grandes entreprises dans les médias, en particulier au cours des derniers mois. Quelles répercussions mondiales pensez-vous que cela aura à court et à long terme? Vous avez abordé ce sujet, mais pourriez-vous le développer?

Mahesh :

Bien sûr. Dans de nombreux pays, nous assistons, comme vous l'avez mentionné, à une augmentation du nombre de faillites. Je crois que le surintendant des faillites du Canada vient de déclarer qu'en mars de cette année, les faillites de consommateurs et d'entreprises ont augmenté de 28 % d'un mois à l'autre, et RBC estime que les faillites de consommateurs pourraient augmenter de 28 % au cours des trois prochaines années. Je sais qu'il ne s'agit pas, à proprement parler, de faillites d'institutions financières, mais comme nous le savons, il y a beaucoup d'interconnexions entre les faillites d'entreprises, de ménages et d'institutions financières pour des raisons évidentes. À la fin de l'année 2022, le nombre de faillites d'entreprises au Royaume-Uni, également, n'avait pas été aussi élevé depuis 13 ans, soit le niveau le plus élevé depuis la crise financière mondiale. Et aux États-Unis, où je vis, le nombre de procédures d'insolvabilité d'entreprises a augmenté de près de 10 % entre mars 2022 et mars 2023. Et puis, évidemment, il y a des événements inhabituels comme celui de la banque de la Silicon Valley, qui peuvent être attribués à la forte hausse de l'inflation et qui ont été, je pense, un choc pour plusieurs.

Mais de manière générale, je dirais qu'il est important de garder ces chiffres en perspective. En général, nous constatons actuellement un retour aux taux de faillites d'avant la pandémie, et non pas des taux extrêmement élevés. Encore une fois, le Royaume-Uni peut être légèrement différent à cet égard, mais en général, je pense que nous revenons à ce qui était la norme avant la pandémie. À ce stade, je pense qu'il est trop tôt pour savoir si tout l'argent distribué pendant la pandémie a artificiellement réduit le nombre de faillites et si nous sommes revenus à la normale ou si nous sommes entrés dans une nouvelle normalité qui deviendra catastrophique. Et je pense que c'est ce que tout le monde attend de voir.

Il serait certainement raisonnable de prévoir, sur la base de nos prévisions de faible croissance, une augmentation plus importante du nombre de faillites, mais je n'ai pas de boule de cristal et je dois admettre que je me suis déjà trompé sur ce type de prévisions. Ce qui ressort cependant, selon moi, c'est l'image claire des points sur lesquels les décideurs politiques doivent se concentrer, et c'est sur cela que porte mon travail. Ils doivent également veiller à ce que les débiteurs et les créanciers disposent des outils nécessaires pour gérer de manière coordonnée des niveaux de difficulté plus élevés. Et en fin de compte, cette recommandation n'a pas changé.

Ilana :

Merci, Mahesh. Vos commentaires sur le fait que nous pourrions revenir aux conditions que nous avions avant la pandémie et pas forcément à de très grandes difficultés sur les marchés m'ont beaucoup encouragée. Et j'espère que vos prévisions se révéleront exactes à cet égard. Et, en général, je tiens à vous dire, Mahesh, que je vous remercie sincèrement. Ce fut inspirant, visionnaire et très intéressant.

J'ai tiré trois enseignements de la discussion d'aujourd'hui : premièrement, l'argent mobile est essentiel pour faire entrer dans le système financier les personnes traditionnellement non

desservies ou mal desservies par les banques, plus particulièrement les femmes. Deuxièmement, vous avez mentionné le rôle, l'important rôle, que l'identification numérique joue dans certains pays où de nombreuses personnes n'ont pas d'identification formelle, en particulier, par exemple, en Inde, comme vous l'avez mentionné. Je serais certainement intéressée de voir si nous évoluons vers une forme d'identification numérique ici au Canada également. Enfin, votre recommandation aux décideurs politiques, que vous avez notée comme faisant partie intégrante de votre rôle au sein du Groupe de la Banque mondiale, consiste à doter les débiteurs et les créanciers d'outils leur permettant de gérer de manière coordonnée des niveaux de difficulté plus élevés. Et comme vous l'avez mentionné, il ne s'agit pas d'une recommandation différente, mais c'est certainement une recommandation qui tient la route encore aujourd'hui.

Eh bien, c'est déjà la fin de notre enregistrement. Une fois encore, Mahesh, merci beaucoup d'avoir pris le temps, malgré votre emploi du temps chargé, de nous faire part de vos commentaires éclairés. Je tiens également à remercier nos auditeurs pour leur attention. J'espère que vous avez trouvé la discussion aussi stimulante que moi. Vos commentaires sont toujours les bienvenus. Le meilleur moyen de communiquer avec nous est via notre site Web au www.fcpi.ca. Enfin, nous vous invitons à écouter les autres balados du FCPI, que vous trouverez sur notre site Web et nos chaînes de balados, ou à lire les transcriptions qui sont offertes en anglais et en français sur notre site Web. Ici Ilana Singer. Je vous dis à bientôt et merci pour votre attention.

Commentaire de fermeture :

Abonnez-vous à notre balado et suivez-nous sur les médias sociaux pour ne rien manquer des balados du FCPI. Vous trouverez plus de renseignements sur les intervenants et sur ce dont nous avons discuté aujourd'hui dans les notes de l'émission. Veuillez noter que ce balado est uniquement destiné à des fins d'information et ne constitue pas un conseil de quelque nature que ce soit. Merci de votre écoute.